



SUR LES TRACES

DU **PANDA**

Octobre 2021

N° 106



À LA UNE

**Cap décisif
pour le lynx ibérique**

LE POINT SUR

L'impact du réchauffement climatique
sur la mer Méditerranée

L'AVENIR ENTRE NOS MAINS

C'était le grand rendez-vous de la rentrée, vous en avez forcément entendu parler. Du 3 au 11 septembre, le congrès de l'UICN s'est tenu à Marseille.

Pour la première fois depuis l'Assemblée générale fondatrice de l'UICN en 1948 à Fontainebleau, la France a accueilli la rencontre. Des milliers de représentants de gouvernements, d'agences publiques, d'ONG, du monde scientifique, des collectivités locales, des peuples autochtones, des entreprises et de la société civile se sont rassemblés.

Ensemble, ils se sont efforcés d'établir et d'influer sur les priorités d'action et l'agenda mondial pour la conservation, notamment pour le cadre post 2020.

La prochaine étape désormais est de parvenir à définir un objectif aussi clair et mesurable que celui qui, dans le domaine du climat, vise à ne pas dépasser 2 °C – et si possible 1,5 °C – de réchauffement. Telle sera la tâche à laquelle les Etats devront s'atteler en se réunissant, au printemps prochain, à Kunming, en Chine, pour la 15^e conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique (COP15). Car si une prise de conscience des enjeux de la biodiversité est en train d'émerger, comme cela a été le cas auparavant pour le changement climatique, elle doit maintenant se diffuser à tous les niveaux, chez les responsables politiques comme dans les entreprises et chez les citoyens, dans tous les secteurs d'activité.

Un million d'espèces animales et végétales – soit une sur huit – risquent de disparaître à brève échéance de la surface de la Terre ou du fond des océans. Un chiffre choc, qui nous frappe en plein cœur. Et n'en déplaise aux «biodiversité-sceptiques», ces quelques détracteurs qui, après le climat, s'attaquent à l'autre grande crise environnementale, celle de l'érosion du vivant, ces chiffres sont étayés ! Ils sont publiés par l'IPBES, la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, également surnommée le GIEC de la biodiversité tant sa légitimité est établie. Avec l'effondrement du vivant, ce sont aussi les contributions de la nature aux populations, pourtant vitales pour l'existence humaine, qui s'amenuisent.

Envisager la nature à l'aune des seuls services qu'elle rend à l'humanité, sans considérer que le déclin des espèces animales et végétales est en lui-même tragique, peut paraître cynique. C'est pourtant peut-être le dernier électrochoc qu'il nous reste pour interpeller l'opinion ! L'érosion de la biodiversité met en danger les économies, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la qualité de vie des populations partout dans le monde. Existe-t-il enjeu plus primordial ? Qu'attendons-nous pour réagir ?

Isabelle Autissier

Présidente d'honneur du WWF France




Troupeau d'oryx (*Oryx gazella*) dans l'habitat typique du désert. Désert du Namib, Parc national de Naukluft, Namibie.

CAP DÉCISIF POUR LE LYNX IBÉRIQUE

D'après le dernier recensement de 2020, le félin aurait franchi la barre symbolique du millier d'individus sur la péninsule. Il y a 20 ans, il en restait moins de cent...

EN SURSIS

Comme de nombreux autres grands prédateurs, hélas, le lynx n'a pas tiré avantage de sa cohabitation avec l'Homme. Braconnage, agriculture intensive, urbanisation galopante empiétant sur son milieu naturel mais aussi collisions avec les voitures... Si au début du siècle dernier, avec plus de 100 000 individus à l'état sauvage, l'espèce était largement répandue sur la péninsule, les activités humaines ont contribué à son déclin tout au long du XX^{ème} siècle. Le lynx pardelle a également dû faire face à la raréfaction de ses proies favorites : les lapins sauvages. Ces derniers, décimés par des maladies mortelles, dont la myxomatose, ont perdu 90 % de leurs effectifs. Dès les années 2000, le lynx d'Espagne est considéré comme le félin le plus menacé au monde. Il a complètement disparu du Portugal et il n'en reste que 94 dans toute la péninsule ibérique, vivant dans les parcs naturels de Doñana, dans l'estuaire du Guadalquivir et de la Sierra d'Andujar, au nord de l'Andalousie. En octobre 2002, l'UICN le classe même dans la catégorie des espèces en danger critique d'extinction sur sa liste rouge.

DES EFFORTS QUI PORTENT LEURS FRUITS

Le WWF Espagne travaille à la conservation du lynx ibérique depuis sa création, il y a plus de 50 ans. Dès les années 90, l'ONG négocie des accords avec les fédérations de chasse à Sierra Morena, Montes de Toledo et Doñana. En 2002, elle participe au recensement national et prend part au projet européen *Life Lince*, renommé *Iberlince*, qui a pour objectif de restaurer une population viable sur la péninsule. Dans le cadre de ce programme, des lynx, élevés en captivité, sont réintroduits dans leur milieu naturel. Des tunnels sont construits pour sécuriser la traversée des routes très fréquentées et faire ainsi baisser le nombre de collisions avec les voitures. Et surtout, plus de 150 000 lapins, proie privilégiée du félin, sont relâchés dans la nature. Résultat, dès 2016, l'espèce est de retour au Portugal et l'UICN la fait passer de la catégorie « en danger critique » à la catégorie « en danger ».

EN VOIE DE RÉMISSION

1111. Ce chiffre miroir, que les férus de numérogie qualifient de nombre angélique, ravit aussi les écologistes.



© ANTONIO LIEBANA

Et pour cause ! Il s'agit du tout dernier décompte de la population de lynx sur la péninsule ibérique. En moins de 20 ans, l'espèce a multiplié ses effectifs par dix ! Le nombre de femelles reproductrices, chiffre marquant la viabilité de l'espèce, est passé, lui, de 27 en 2002 à 239 en 2020. C'est évidemment un signe très encourageant car les scientifiques étaient plus que pessimistes sur l'avenir du félin. Toutefois, pour garantir une population viable et sûre, nous devons multiplier par trois la population actuelle de lynx sauvages d'ici 2040. Un sacré défi ! D'autre part, si sur la péninsule, le félin voit sa situation s'améliorer un peu, ce n'est pas le cas de son proche parent, le lynx boréal, présent en France. Malgré des réintroductions, la population vosgienne n'a pas résisté aux pressions du braconnage. Et dans le Jura, où subsiste une petite centaine de félins, les collisions routières continuent de peser lourdement sur l'espèce. En 2017, nous avons confié la rédaction du Plan national de conservation du lynx boréal à la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEM). À la suite de cette initiative, l'État a annoncé le lancement d'un Plan National d'Action Lynx pour 2022. Le tandem WWF/SFPEM contribue activement à son élaboration. Puisse le programme de conservation français rencontrer le même succès que celui de son cousin ibérique...

NOUVEAU SOUFFLE POUR LE LÉOPARD DES NEIGES



Personne ne sait exactement combien il reste de léopards des neiges sauvages sur notre planète. La Mongolie, elle, est pourtant parvenue à compter sa population de *Panthera Uncia*. Il aura fallu près de quatre années de recherches auxquelles le WWF Mongolie a participé activement. Quatre ans de traque minutieuse en quête d'excréments, de marques de griffes sur les troncs ou de proies à moitié dévorées, autant de traces attestant de la présence du félin. La toundra et les prairies de la montagne Jargalant Khairkhan ont été passées au peigne fin par les chercheurs. Ils ont été appuyés par des éleveurs nomades, qui ont notamment pris part à l'installation des pièges photographiques destinés à surveiller les animaux et ont assisté les biologistes et les vétérinaires lors de l'installation précautionneuse de colliers GPS sur les félins. Au total, plus de 500 scientifiques, rangers, chercheurs et éleveurs ont été impliqués dans la mise en place de 1 475 pièges photographiques pour dénombrer les léopards des neiges de Mongolie. Et le verdict est tombé : ils sont 953 à peupler la région, ce qui en fait sans doute la deuxième plus grande population à l'échelle du globe.

BONNE NOUVELLE POUR LE MARSOIN DU YANGTSÉ



Le marsouin du Yangtsé bénéficie désormais du niveau de protection le plus élevé. Le gouvernement chinois vient de faire évoluer son statut. Jusqu'alors considéré comme une espèce en danger critique d'extinction, il est aujourd'hui classé dans la catégorie espèce protégée nationale de premier niveau, soit la plus haute protection du pays pour les animaux sauvages. Il était temps ! En décembre dernier, suite à une vaste campagne de recensement, l'institut d'hydrobiologie de l'Académie des sciences de Chine, associé au WWF Chine et à la Fondation pour la conservation du dauphin de Wuhan, avait alerté sur le fait que le nombre de marsouins du Yangtsé avait chuté de moitié depuis 2006. Dans l'ensemble du bassin hydrologique du fleuve, un millier d'individus subsisterait, contre 2000 en 2006. L'espèce subirait un déclin de l'ordre de 13,7 % par an. Cette nouvelle classification n'est pas qu'un symbole. Désormais, quiconque attrapera ou blessera un marsouin du Yangtsé s'exposera à des poursuites judiciaires. De plus, le nouveau statut renforcera les efforts de sensibilisation du public sur l'espèce et sur ce qui doit être fait pour la sauvegarder.

« NOUS VIVONS AU-DESSUS DE NOS MOYENS ÉCOLOGIQUES »

La Confédération paysanne et quatre associations écologistes déplorent, dans une tribune au « Monde », que la loi « Climat » ne soit pas à la hauteur des enjeux mis en évidence par la convention citoyenne pour le climat, afin de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et l'érosion de la biodiversité.

COUP DE POUCE POUR LA BIODIVERSITÉ MALGACHE

Le pays comptait déjà 20 sites Ramsar, autrement dit, 20 zones humides reconnues d'importance internationale. Mais depuis quelques mois, un petit nouveau s'est ajouté à la liste. Il s'agit de la baie d'Ambaro qui s'étend sur 54 000 hectares le long des côtes Nord-Ouest de la Grande Île. Indispensable, cet écosystème représente la principale source de revenus et de nourriture pour les populations locales, en particulier pour celles qui subsistent grâce à l'aquaculture, la pêche et la culture du riz. Elle abrite également de nombreuses espèces : l'Aigle pêcheur de Madagascar ou le Microcèbe de la Sambirano, aujourd'hui en danger d'extinction et 44 espèces d'oiseaux qui lui sont endémiques. Face à l'érosion, ses forêts de mangroves jouent le rôle de rempart, prévenant des crues et contribuant à la régulation du climat en stockant une grande quantité de carbone. Elles jouent le rôle de filtre naturel contre les pollutions et surtout, celui de tampon dans le cycle de l'eau, soutenant les faibles débits avec la restitution progressive des eaux stockées. Il était donc primordial de mettre ce biotope à l'abri.



LA MÉDITERRANÉE EN SURCHAUFFE

Au sein de la grande bleue, les impacts du changement climatique sont déjà à l'œuvre, avec des effets parfois irréversibles pour la vie humaine et marine. C'est la conclusion du rapport publié par le WWF à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan, le 8 juin dernier.

Transport maritime, tourisme, aquaculture, exploration ou même exploitation d'hydrocarbures... Il y a quelques années, nous alertions sur l'état de santé de la Méditerranée française face aux pressions d'un développement économique sans précédent. Aujourd'hui, ce sont les impacts du réchauffement que nous pointons du doigt. Car non seulement les menaces précédemment évoquées n'ont pas disparu mais elles se trouvent aujourd'hui aggravées par les conséquences du changement climatique. Avec des températures qui augmentent 20 % plus vite que la moyenne mondiale et une élévation du niveau de la mer qui devrait dépasser un mètre d'ici 2100, la Méditerranée est en train de pulvériser tous les records. Elle est aujourd'hui en passe de devenir non seulement la mer qui se réchauffe le plus vite, mais également la mer la plus salée de notre planète. Près de 1000 espèces exotiques ont déjà migré dans les eaux chaudes de la grande bleue pour remplacer des espèces endémiques. Les conditions météorologiques de plus en plus extrêmes ravagent les fonds marins, menaçant les villes et les côtes. Et c'est l'ensemble de la région méditerranéenne qui est touchée. Les mollusques des eaux israéliennes ont ainsi diminué de près de 90 %. Des espèces envahissantes comme le poisson-lapin représentent 80 % des prises dans certaines régions de la Turquie et les espèces méridionales comme les barracudas et les mérus sombres sont devenues monnaie courante dans les eaux septentrionales de la Ligurie (Italie). En raison de l'augmentation

des températures et de tempêtes plus fréquentes, les herbiers de posidonies endémiques, les coraux gorgones et les *Pinna nobilis* ont décliné dans toute la région, jusqu'à s'éteindre complètement dans certaines zones. Or, la disparition de ces espèces a des conséquences dramatiques pour l'ensemble de l'écosystème marin car elles constituent des habitats vitaux pour de nombreuses espèces. Elles sont également essentielles pour le climat, certaines d'entre elles séquestrant durablement le carbone libéré en excès par les activités humaines, mais aussi pour notre économie, car elles attirent touristes et amateurs de plongée. Le rapport du WWF intitulé « L'effet du changement climatique en Méditerranée : Histoires d'une mer en surchauffe » met en avant six impacts majeurs du changement climatique sur l'ensemble de la biodiversité marine et l'ampleur des mutations qui en résultent. Ces changements impactent les espèces de poissons et les habitats clés, avec des conséquences non négligeables sur les moyens de subsistance locaux. Le dérèglement climatique a des retombées dramatiques sur les secteurs économiques de la pêche et du tourisme mais aussi sur nos modes de vie et de consommation. C'est la raison pour laquelle le WWF tire la sonnette d'alarme : il est urgent d'agir pour réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre et pour s'adapter à la nouvelle réalité d'une mer en surchauffe.

« La tropicalisation de la Méditerranée est déjà bien engagée. Si nous voulons inverser la tendance actuelle, nous devons réduire la pression humaine et renforcer la résilience. Des écosystèmes sains et une biodiversité florissante sont nos meilleures défenses naturelles contre les impacts climatiques. » Giuseppe Di Carlo, directeur de l'initiative marine méditerranéenne du WWF.

Posidonie (plantes aquatique de la famille des *Posidoniaceae*), mer Adriatique, parc national de Brijuni, Croatie.



À DÉCOUVRIR

URGENCE CLIMATIQUE



UNE BD POUR AFFRONTER LE CHAOS

Étienne Lécroart, Ivar Ekeland
paru le 15 mai 2021

Le tandem Etienne Lécroart et Ivar Ekeland nous sensibilise, sérieusement mais avec humour, à la catastrophe qui nous guette si nous n'agissons pas. Le premier est dessinateur, le second mathématicien, économiste et philosophe. Tous deux, grâce à leurs talents respectifs, parviennent à nous expliquer de manière lumineuse des sujets plus que complexes !

Sur le fond, c'est le même constat que celui que dresse le rapport du GIEC, mais sur la forme, c'est beaucoup plus drôle. Et l'ironie s'avère parfois une arme redoutable pour éveiller les consciences...

NOTRE PLANÈTE À SES LIMITES



SÉRIE DOCUMENTAIRE SUR NETFLIX

sortie le 4 juin 2021

Dans ce documentaire choc, des experts nous mettent en garde contre des changements irréversibles survenus ou à venir. Disparition des forêts tropicales, acidification des océans, fonte de l'Inlandsis du Groenland (la deuxième plus grande masse de glace sur Terre)... Sur les neuf « seuils critiques » à ne pas dépasser sous peine de mettre l'humanité en danger, quatre ont déjà été franchis !

WE DEMAIN N° 34



MAGAZINE

Après le Covid, la ruée vers l'espoir

Sprint climatique, saut technologique, réveil du local, révolution médicale... A travers un dossier spécial de 40 pages, WE DEMAIN prend le parti de l'espoir pour se projeter dans les années Post-Covid. Ne manquez pas, également dans ce numéro d'été : les secrets du vin de Bourgogne en biodynamie et l'enquête sur B Corp, la star des labels de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

À commander sur :
wedemain.aboshop.fr

NOUS SOMMES LA SOLUTION

RESTAURATION BERGERIE



La formule désigne ce moment de la journée, le soir ou le matin, où il fait trop sombre pour distinguer le grand carnivore de son cousin domestiqué. Comme si, de l'un à l'autre, il n'y avait pas tant de différence...

L'expression a donc été choisie pour nommer notre programme d'aide à la cohabitation loup/pastoralisme initié dans la vallée de Chamonix, en Haute-Savoie, au pied du Mont-Blanc.

Le loup représente souvent un handicap supplémentaire pour les métiers de l'élevage qui font déjà face à un certain nombre de difficultés techniques et économiques. Le WWF est donc convaincu que la conservation des grands carnivores ne pourra se faire sans une acceptation par la profession agricole et les populations rurales concernées.

C'est dans cet esprit que nous avons lancé un chantier d'aménagement pastoral l'été dernier. Sur l'alpage de Blaitière, une équipe de bénévoles a pris part à la construction d'une bergerie en dur à 2200 m d'altitude, participant activement au terrassement préalable à la maçonnerie. Le bâtiment permettra aux éleveurs de rentrer leur troupeau le soir afin de le protéger des attaques de loup.

En parallèle, des actions de médiation ont été menées auprès des touristes dans la zone. Pendant plusieurs jours, des bénévoles sont partis à la rencontre des vacanciers afin de les informer sur le pastoralisme, le loup et les moyens de protection, tels que les chiens de protection, les fameux patous, entre autres. L'objectif : faciliter la cohabitation entre les éleveurs, les loups... et les usagers de la montagne !





© WWF FRANCE

EN TÊTE-À-TÊTE AVEC

MARJOLAINE GIRARD

CHARGÉE DE MISSION ÉDUCATION JEUNESSE AU WWF FRANCE

Le syndrome de déficit de nature, évoqué pour la première fois par le journaliste Richard Louv, m'a immédiatement interpellée. Les enfants passent de moins en moins de temps en plein air, au contact de la nature, ce qui a des répercussions négatives sur leur santé, physique et mentale. Selon moi, l'accès à la nature devrait être un droit fondamental pour tout être humain. Pourtant, dans ce domaine là aussi, l'iniquité est flagrante. Presque deux heures d'exposition quotidienne aux écrans séparent les jeunes provenant de milieux défavorisés de ceux évoluant dans des familles plus aisées. Un temps durant lequel les enfants ne sont pas dehors, au contact de la biodiversité. C'est pourquoi, grâce au soutien de l'AFD, nous avons lancé notre projet de potager pédagogique

dans 18 établissements scolaires pilotes répartis dans toute la France. L'idée est toute simple. Elle consiste à réintroduire de la biodiversité dans les écoles. A Grenoble, une partie de la cour de l'école Alphonse Daudet a ainsi troqué son bitume contre de la terre grâce à l'implication des services généraux de la ville. Les enfants, après avoir dessiné le potager de leurs rêves, ont pu lui donner vie en plantant eux-mêmes les semis de courgettes et de tomates. A Angers, dans l'école maternelle la Blancheraie, même les élèves de petite section ont mis la main à la pâte, arrosant les fraises, les petits pois et les fleurs comestibles qu'ils avaient eux-mêmes plantés. Pour célébrer la première récolte, un goûter a même été organisé. Au menu, dégustation des radis fraîchement cueillis accompagnés

d'une tartine de beurre. Un régal, selon les intéressés, qui ont constaté que les radis que l'on cultive soi-même n'ont pas le même goût que ceux que l'on achète au supermarché. Les enseignants nous ont, eux, confié que les cours des écoles étaient moins sales depuis qu'elles accueillent des plantations. Comme si, le fait de cultiver quelque chose changeait aussi le rapport des enfants à l'espace collectif et donnait plus envie de le respecter. Pour nous, c'est une immense récompense ! Les plantes apportent également un peu d'ombre pendant les récréations et c'était un autre objectif du projet. Îlot de fraîcheur au cœur du bitume, la réintroduction du végétal fait partie des solutions prônées pour permettre l'adaptation des écoles au changement climatique.

ON PASSE À L'ACTION

DONNEZ DU SENS À VOTRE ÉPARGNE !

Vous n'êtes pas en accord avec la spéculation et la vision court-termiste de la finance internationale? Cela tombe bien, car sachez que mettre toutes ses billes dans une banque qui continue de financer des dommages écologiques et sociaux irrémédiables n'est plus la seule option.

Confiez vos économies à une banque éthique

qui vous permettra d'investir responsable dans des entreprises solidaires ou des associations et vous dira clairement quels projets concrets votre argent aura contribué à financer. Pour faire votre choix, rendez-vous sur moralscore.org/sectors/banques

Optez pour une nouvelle forme de dons avec le Livret Développement Durable et Solidaire (LDDS)

C'est le cousin du livret A sauf que l'argent qui y est déposé finance des projets environnementaux. Et depuis le 1er octobre 2020, les épargnants détenteurs d'un LDDS au Crédit Coopératif ou à la Nef peuvent faire un don au profit du WWF, ou de toute autre structure d'économie

sociale et solidaire proposée par la banque, et bénéficier ainsi de 66% de réduction fiscale.

Soutenez financièrement un projet qui a du sens

via des plateformes participatives : *Agrilend*, pour contribuer à un projet d'agriculture responsable, *Énergie partagée* pour mettre votre capital au service de la transition énergétique ou *WiSEED* pour prendre part à la croissance de sociétés non cotées dans le domaine de l'environnement ou de la santé.

Prenez part à la semaine de la finance responsable qui a

lieu en octobre chaque année : financement participatif visant un impact sociétal, finance solidaire, investissement socialement responsable (ISR)... C'est l'occasion de découvrir les différents types d'investissement responsable et de choisir le vôtre !



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.wwf.fr

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature (Formerly World Wildlife Fund) © "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks. "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.

WWF France- 35-37, rue Baudin 93310 Le Pré-Saint-Gervais - Directrice de la publication : Monique Barbut - Rédactrice : Mathilde Valingot - Maquette : Pascal Herbert - Documents photographiques : WWF - Imprimé sur papier recyclé à 100 000 exemplaires - PGE Conseils - 14 rue du Prieuré - 68250 Rouffach- ISSN N° 1264-7144.

